

Objectifs climatiques suisses d'ici à 2030 comparé à l'UE

L'UE a actuellement un objectif de réduction de moins 40% à l'horizon 2030. Plusieurs décisions et interventions politiques montrent que l'UE veut encore renforcer significativement son objectif (à moins 45% ou plus). En comparaison, l'objectif de moins 30% sur le territoire suisse proposé par le Conseil fédéral est bien moins ambitieux que celui de l'UE. Dans le secteur du bâtiment et des transports, les émissions suisses sont même nettement supérieures à la moyenne européenne. Si la Suisse veut faire jeu égal avec l'UE, il lui faut un objectif national plus élevé.

Aperçu de la politique climatique de l'Union européenne

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) se sont mis d'accord en octobre 2014 sur les objectifs de la politique climatique et énergétique à l'horizon 2030.ⁱ Il a été décidé que les émissions de gaz à effet de serre devraient être réduites d'au moins 40% d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990).ⁱⁱ Il s'agit là d'un objectif interne à l'UE, c'est-à-dire que l'UE n'acceptera plus de certificats internationaux à partir de 2021, mais les échanges de droits d'émission à l'intérieur de l'UE seront maintenus. L'UE se fixe également de nouveaux objectifs pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à l'horizon 2030.

Ces objectifs ont été décidés avant l'Accord de Paris. Après le sommet de Paris en 2015, nombreux ont été ceux qui ont reconnu que les objectifs climatiques de l'UE n'étaient plus compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris. L'Accord exige que la hausse de la température globale soit contenue bien en dessous de 2°C, si possible à 1,5°C.

Pourtant, il a semblé pendant longtemps qu'il n'y aurait pas de volonté politique suffisante pour augmenter l'objectif de l'UE. Cela a nettement évolué au cours des derniers mois avec les changements de gouvernement intervenus dans plusieurs pays de l'UE. De nombreuses décisions et interventions montrent que l'UE veut renforcer son objectif à l'horizon 2030 :

1. L'UE s'est engagée en 2011 à réduire d'ici 2050 ses émissions de 80-95% par rapport aux niveaux de 1990. Cet objectif à long terme et la feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050 de 2011 doivent maintenant être adaptés aux objectifs climatiques de Paris. La stratégie à long terme de la Commission européenne est attendue pour novembre.

2. En avril, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, le Portugal et le Luxembourg ont appelé à une ambition climatique de l'UE à hauteur de l'Accord de Paris.
3. En juin, l'UE a décidé de renforcer ses objectifs pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique d'ici 2030 (efficacité de 30% à 32%, renouvelables de 27% à 32%). Avec ces seuls objectifs, l'UE va réduire ses émissions d'environ 45% d'ici 2030.
4. Le « Green Growth Group » – qui est composé de 16 Etats membres de l'UE et de la Norvègeⁱⁱⁱ et défend une politique climatique plus ambitieuse – a adopté en juin une déclaration dans laquelle il réclame un renforcement des objectifs climatiques d'ici 2030. Le groupe invite la Commission européenne à souligner en particulier deux aspects dans la stratégie de long terme pour la protection du climat. D'une part, il conviendrait de développer une trajectoire de réduction menant à zéro émission nette d'ici 2050. D'autre part, il devrait y avoir une trajectoire pour contenir le réchauffement à 1,5°C.
5. La France et l'Allemagne se sont également prononcées en juin en faveur d'un accroissement de la contribution de l'UE à la réduction des gaz à effet de serre lors de la réunion des ministres franco-allemands à Meseberg.
6. La France a fait en juin une proposition au Conseil européen demandant à l'avenir la mise en cohérence des accords commerciaux de l'UE avec les objectifs de l'Accord de Paris, en plus du respect de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Convention sur le désarmement nucléaire.
7. La haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères, Federica Mogherini, a déclaré en juin lors d'une conférence internationale que le changement climatique constituait une menace pour la sécurité internationale qui devait être prise au sérieux. Elle a fait valoir « qu'en investissant dans la lutte contre le changement climatique, nous investissons dans notre propre sécurité. » (intervention de Mogherini)
8. Début juillet, le Parlement européen a adopté un rapport d'initiative sur la diplomatie climatique. Le rapport n'est pas contraignant mais il influencera la législation européenne. Sur plusieurs points, il contient de nouvelles positions. Par exemple, l'UE doit « relever nettement » son objectif à l'horizon 2030 et la Commission européenne doit lier l'adoption d'accords commerciaux avec des Etats tiers à l'inclusion d'une clause par laquelle les deux parties s'engagent à mettre en œuvre l'Accord de Paris (voir également la proposition de la France).
9. Le commissaire à l'Energie de la Commission européenne, Miguel Arias Cañete, s'est prononcé explicitement en faveur d'un objectif climatique de l'UE plus élevé.^{iv} A la 24^e Conférence de l'ONU Changements climatiques à Katowice en Pologne à la fin de l'année, il sera fait un bilan de toutes les contributions des Etats à la réduction des émissions. Les déclarations d'Arias Cañete laissent supposer que l'UE adoptera peut-être un nouvel objectif à Katowice.

La Suisse comparé à l'UE

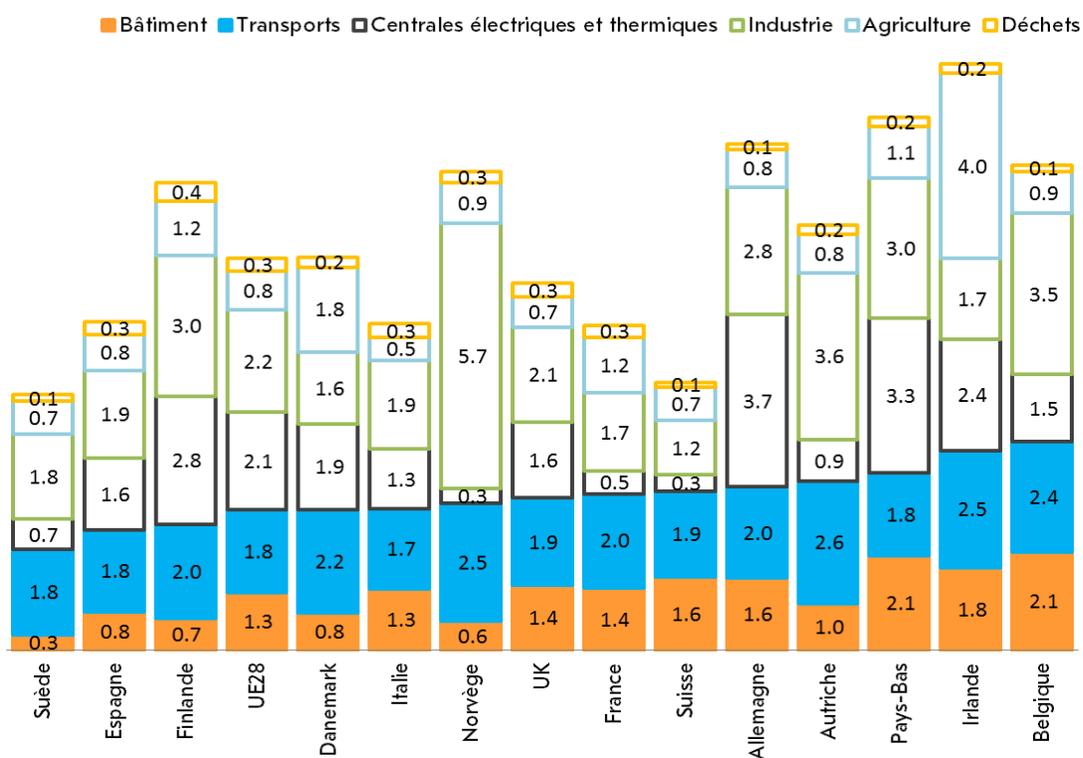
Avec son objectif national de moins 30%, la Suisse est bien moins ambitieuse que l'UE. Bien qu'en comparaison européenne, les émissions suisses par tête soient faibles grâce à l'électricité suisse presque sans émission de CO₂, la Suisse n'est absolument pas pionnière. Dans le secteur du bâtiment et des transports, les émissions suisses par tête sont nettement supérieures à la moyenne européenne en raison du nombre important de chauffages au fuel et des voitures à fortes émissions (voir graphique).^y

Plusieurs pays de l'UE se sont déjà fixé des objectifs climatiques plus élevés :

- Ecosse : -66% d'ici 2032
- Suède : -63% d'ici 2030 ; zéro nette d'ici 2045
- UK : -57% d'ici 2030
- Allemagne : -50% d'ici 2030
- Pays-Bas : -49% d'ici 2030 ; 95% d'ici 2050

Si la Suisse veut faire jeu égal avec l'UE, il lui faut objectif national plus élevé de -40%. Cet objectif national est aussi pertinent du point de vue économique.

Emissions par tête (2015, tonnes CO₂eq.)



Contact et Informations

politik@swisscleantech.ch

Informations complémentaires sur la politique climatique suisse.

ⁱ Voir : Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030. A l'horizon 2020, l'UE s'est fixé les objectifs suivants : elle veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% (par rapport aux niveaux de 1990), porter la part des énergies renouvelables à au moins 20% et améliorer l'efficacité énergétique de telle sorte que la consommation d'énergie primaire soit inférieure de 20% aux chiffres prévisionnels.

ⁱⁱ L'objectif total doit être atteint grâce à deux objectifs partiels : le secteur de l'énergie et la grande industrie (environ 45% des émissions de l'UE), couverts par le système d'échange de quotas d'émissions de l'UE, devront réduire leurs émissions de 43% par rapport à 2005. Pour les secteurs non couverts par le SEQE (bâtiment, transports, agriculture, déchets, petite industrie), chaque Etat membre aura son propre objectif de réduction en fonction de son PNB (les pays plus riches auront un objectif plus élevé). L'objectif total de l'UE pour ces secteurs s'élève à 30% par rapport à 2005, voir Effort Sharing Regulation.

ⁱⁱⁱ Les membres du Green Growth Group sont : AT, BE, DK, EE, FI, FR, DE, IE, IT, LU, NL, NO, PT, ES, SE, SI, UK.

^{iv} A la Conférence sur l'Action climatique coprésidée par le Canada, la Chine et l'UE, M. Arias Cañete a déclaré le 20 juin 2018 : *« Last Thursday, EU negotiators agreed to increase the 2030 renewable energy target to 32% up from the original 27% target on the basis of which our at least 40% emissions reduction target in our NDC was modelled. And yesterday evening, EU negotiators agreed on a new 32,5% energy efficiency target by 2030 up from the 30% original target. EU negotiators also agreed the governance rules to meet our climate and energy targets. Both new targets would de facto mean that the European Union would be in a position to raise the level of ambition of the NDC and increase its emissions reduction target from the current 40% to slightly over 45% by 2030. Each of these recent developments in the EU shows that in addition to raising headline targets, ambition can emerge from the bottom-up: if we strengthen our policies, renewables and energy efficiency in this case, we should be able to achieve deeper cuts in our overall emissions. »*

One thing is clear: our collective Paris goal to pursue efforts to limit global average temperature rise to 2C and to limit this rise to well below 1.5C, requires each of us to look for deeper cuts than are reflected in our current Paris targets.» Speech by Climate Action and Energy Commissioner M. Arias Cañete.

^v Données de <http://www.eea.europa.eu/data-and-maps/data/data-viewers/greenhouse-gases-viewer>

^{vi} Voir : Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030. A l'horizon 2020, l'UE s'est fixé les objectifs suivants : elle veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% (par rapport aux niveaux de 1990), porter la part des énergies renouvelables à au moins 20% et améliorer l'efficacité énergétique de telle sorte que la consommation d'énergie primaire soit inférieure de 20% aux chiffres prévisionnels.

^{vi} L'objectif total doit être atteint grâce à deux objectifs partiels : le secteur de l'énergie et la grande industrie (environ 45% des émissions de l'UE), couverts par le système d'échange de quotas d'émissions de l'UE, devront réduire leurs émissions de 43% par rapport à 2005. Pour les secteurs non couverts par le SEQE (bâtiment, transports, agriculture, déchets, petite industrie), chaque Etat membre aura son propre objectif de réduction en fonction de son PNB (les pays plus riches auront un objectif plus élevé). L'objectif total de l'UE pour ces secteurs s'élève à 30% par rapport à 2005, voir Effort Sharing Regulation.

^{vi} Les membres du Green Growth Group sont : AT, BE, DK, EE, FI, FR, DE, IE, IT, LU, NL, NO, PT, ES, SE, SI, UK.

^{vi} A la Conférence sur l'Action climatique coprésidée par le Canada, la Chine et l'UE, M. Arias Cañete a déclaré le 20 juin 2018 : *« Last Thursday, EU negotiators agreed to increase the 2030 renewable energy target to 32% up from the original 27% target on the basis of which our at least 40% emissions reduction target in our NDC was modelled. And yesterday evening, EU negotiators agreed on a new 32,5% energy efficiency target by 2030 up from the 30% original target. EU negotiators also agreed the governance rules to meet our climate and energy targets. Both new targets would de facto mean that the European Union would be in a position to raise the level of ambition of the NDC and increase its emissions reduction target from the current 40% to slightly over 45% by 2030. Each of these recent developments in the EU shows that in addition to raising headline targets, ambition can emerge from the bottom-up: if we strengthen our policies, renewables and energy efficiency in this case, we should be able to achieve deeper cuts in our overall emissions. »*

One thing is clear: our collective Paris goal to pursue efforts to limit global average temperature rise to 2C and to limit this rise to well below 1.5C, requires each of us to look for deeper cuts than are reflected in our current Paris targets.» Speech by Climate Action and Energy Commissioner M. Arias Cañete.

^{vi} Données de <http://www.eea.europa.eu/data-and-maps/data/data-viewers/greenhouse-gases-viewer>